



délibération n° C2025-050
du comité syndical
Séance du 17 octobre 2025
Rapport définitif de la CRC

Nombre de délégués en exercice : 72
Nombre de délégués présents : 41
Nombre de pouvoirs : 11
Nombre de votants : 52

Le dix-sept octobre deux mille vingt-cinq, à dix heures, le comité du Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère, convoqué le 10 octobre 2025, s'est réuni à Quimper, à la salle des conférences du SDEF, sous la présidence de M. Antoine COROLLEUR, Président du syndicat.

Étaient présents : **Secteur d'ABERS/IROISE** : Antoine COROLLEUR (Plourin), Gildas FOREST (Brélès) a reçu pouvoir de Georges GOURVENEC, Joseph GALLIOU (Tréglonou), Roger TALARMAIN (Plouguin) a reçu pouvoir de Yves ROBIN ; Alexandre TREGUER (Landéda) - **Secteur du CAP-SIZUN** : René SOUBEN (Mahalon) a reçu pouvoir de Rémy LE COZ - **Secteur du CENTRE** : Georges MORVAN (Scrignac), Denis SALAUN (Plonévez-du-Faou) - **Secteur de CROZON-CHATEAULIN** : Joël BLAIZE (Plomodiern), Xavier BOREL (Le Faou) a reçu pouvoir de Philippe BRUN - **Secteur de LANDERNEAU-LESNEVEN** : Christophe BELE (Kernouës), Pierre-Victor CHARBONNET (Plounéour-Brignogan-Plages), Lionel GOBRY (Dirinon), Gérard LE MEUR (Pencran), André POSTEC (Logonna-Daoulas), Jean-Yves QUERE (Ploudaniel) - **Secteur de LANDIVISIAU/HAUT LEON** : Jean-Pierre GILET (Mespaul), Marie-Claire HENAFF (Saint-Vougay) a reçu pouvoir de Jean-Noël EDERN, Hervé JEZEQUEL (Saint-Pol-de-Léon) a reçu pouvoir de Jean JEZEQUEL, Daniel LE SAINT (Sizun), Francis MOINE (Lanhourneau) a reçu pouvoir de Yvon POULIQUEN - **Secteur de MORLAIX** : François GIROTTO (Plouégat-Moysan) a reçu pouvoir de Gilles CREAC'H, François HAMON (Saint-Martin-des-Champs) a reçu pouvoir de Alban LE ROUX - **Secteur du PAYS BIGOUDEN** : Jean-Yves ROZEN (Plobannalec-Lesconil) - **Secteur de QUIMPER** : Laure CARAMARO (Fouesnant), Alain DECOURCHELLE (Pluguffan), Thomas FEREC (Briec) a reçu pouvoir de Stéphane LE DOARE, Yves FORMENTIN (Quimper), Hervé HERRY (Ergué-Gabéric), Didier LE ROY (Plogonnec), suppléant, Jean L'HARIDON (Landudal) - **Secteur de QUIMPERLE/CONCARNEAU** : Jean-Louis BLOT (Névez), Jacques RANNOU (Rosporden) a reçu pouvoir de Denis MAO, Michel TANGUY (Trégunc), Marie-José TOULLEC (Bannalec) - **Collège des EPCI** : Jean-Louis BUANNIC (Communauté de communes du Pays Bigouden Sud), Julien POUPON (Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas), Michel JOURDEN (Pays d'Iroise Communauté), Pascal KERBOUL (Communauté de Lesneven Côte des Légendes), Gilbert MIOSSEC (Communauté de communes du Pays de Landivisiau), Gilles SALAUN (Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay), Bernard SALIOU (Communauté de communes de Haute Cornouaille).

Excusés : Pierrot BELLEGUIC (Kergloff), François BIZIEN (Le Conquet), Philippe BRUN (Crozon), Gilles CREACH (Taulé), Jean-Noël EDERN (Haut-Léon-Communauté), Georges GOURVENEC (Ploudalmézeau), Jean JEZEQUEL (Plougourvest), Michèle LALLOUET (Châteauneuf-du-Faou), Rémy LE COZ (Plouhinec), Stéphane LE DOARÉ (Pont-l'Abbé), Philippe LE MOIGNE (Douarnenez), Alban LE ROUX (Carantec), Denis MAO (Concarneau Cornouaille Agglomération), Yvon POULIQUEN (Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner), Yves ROBIN (Porspoder),

Assistaient en outre :

- **Services du SDEF** : Jacques MONFORT, Emmanuel QUERE, Christian HENAFF, Morgane BOULIERE, Laurence LE VELLY, Jérémy GEFFROY et Marilyne HALL.

Est élu secrétaire de séance : Xavier BOREL

Rapport définitif de la CRC **Délibération N° C2025-050**

Antoine COROLLEUR informe l'assemblée que la Chambre régionale des comptes Bretagne a procédé au contrôle des comptes et de la gestion du Syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF) sur les exercices 2019 et suivants, principalement sur le thème des énergies renouvelables et de la mobilité bas carbone.

Le contrôle a été ouvert par lettre du 15 décembre 2023. L'entretien de fin de contrôle prévu à l'article L. 243-1 du code des juridictions financières a eu lieu le 20 juin 2024. Le rapport d'observations définitives et sa réponse a été notifié au Président le 08 octobre 2025. Le rapport d'observations définitives et sa réponse doit donc être inscrit à l'ordre du jour du plus proche Comité.

Antoine COROLLEUR précise que cette mission de contrôle a demandé beaucoup de temps aux équipes et remercie les agents pour leur participation.

La chambre régionale des comptes a formulé 12 recommandations :

- Recommandation n° 1. : Modifier les statuts pour régulariser l'exercice des activités qui ne sont pas le prolongement d'une compétence générale ou optionnelle.
- Recommandation n° 2. : Régulariser l'exercice de la compétence en matière d'infrastructures de recharge de gaz naturel pour véhicules (GNV).
- Recommandation n° 3. : Établir un projet d'établissement fixant la stratégie et les objectifs pluriannuels du syndicat.
- Recommandation n° 4. : Définir précisément les dispositions relatives à la prévention des conflits d'intérêts dans les règlements intérieurs.
- Recommandation n° 5. : Justifier les refacturations de frais aux budgets annexes et à la Sem, en les adossant à un système de calcul objectivé et transparent.
- Recommandation n° 6. : Revoir l'organisation du syndicat afin de fiabiliser sa gestion administrative (ressources humaines, commande publique, contrôle interne) et ses systèmes d'information.
- Recommandation n° 7. : Renforcer l'animation territoriale de la transition énergétique par l'intermédiaire de la commission consultative paritaire de l'énergie (CCPE).
- Recommandation n° 8. : Adapter la programmation du schéma directeur des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (SDIRVE) afin de la rendre conforme aux dispositions de l'article L. 2224-37 du CGCT.
- Recommandation n° 9. : Veiller, dès 2025, à renseigner l'ensemble des annexes réglementaires conformément aux maquettes du budget primitif et du compte administratif de l'instruction budgétaire et comptable M57.
- Recommandation n° 10. : Respecter les dispositions du CGCT relatives au délai de tenue du débat d'orientation budgétaire et au contenu du rapport présenté à cette occasion.
- Recommandation n° 11. : Justifier, conformément aux critères de l'article L. 2224-2 du CGCT, les subventions versées par le budget principal aux budgets « Production énergie » et « IRVE ».
- Recommandation n° 12. : Mettre en place une prospective budgétaire pluriannuelle sur l'ensemble des compétences et activités du SDEF.

Antoine COROLLEUR indique que selon la CRC, pour que la SEM et sa filiale BM GNV29 puissent développer et exploiter des stations GNV, il doit y avoir au préalable transfert de compétence de la commune vers le SDEF. Le SDEF, tout comme les SDE 22-35 et 56, ne partage pas cette analyse.

Jacques MONFORT, concernant la recommandation 3, la CRC demande au SDEF de formaliser la stratégie et les objectifs pluriannuels du syndicat dans un projet d'établissement. Ce qui est déjà fait au

travers du rapport d'orientation budgétaire, du budget prévisionnel et du rapport d'activité. La réponse du Président, en fin de rapport, rappelle les trois objectifs stratégiques du SDEF et leur déclinaison en sept objectifs opérationnels.

Antoine COROLLEUR rappelle par ailleurs que les contrats PPI sur 4 ans en concertation avec les concessionnaires permettent une visibilité et que le SDEF dépend des sollicitations de ses collectivités adhérentes.

Marie-Claire HENAFF pense que la CRC n'a pas à remettre en question les choix politiques. Le SDEF doit s'adapter aux décisions des communes.

Marie-Jo TOULLEC rajoute qu'en effet les décisions des travaux dépendent souvent du reste à charge aux communes.

Daniel LE SAINT : précise que selon lui, les recommandations 3 et 12 sont les plus importantes. La CRC doit penser que le SDEF agit au coup par coup avec absence de partage et de vision pluriannuelle. La CRC rappelle dans sa synthèse la mission historique du SDEF et que la sécurisation du réseau doit rester une priorité.

Antoine COROLLEUR indique que la CRC nous demande d'avoir une perspective à plus long terme. Toutefois il faut être prudent car les mesures gouvernementales peuvent être remises en question. On n'a pas de visibilité à long terme sur les financements. Par exemple, l'accise sur l'électricité (ancienne TICFE) pourrait être réduite et fragiliser les syndicats. Il alerte qu'il est quand même nécessaire de s'assurer des fonds pour financer tous les investissements et qu'il est nécessaire de maintenir un fonds FACé dynamique. A l'issue des prochaines élections, il faudra travailler sur une stratégie avec différentes hypothèses. Un document spécifique sera présenté au Comité.

Antoine COROLLEUR, concernant la recommandation 4, indique que le prochain règlement intérieur sera retravaillé pour prévenir les conflits d'intérêt. La charte de l'élu a été lue au début du mandat et sur un certain nombre de points, les élus quittent la salle.

Marie-Claire HENAFF, évoquant la recommandation n°11, indique que les subventions versées aux budgets annexes sont légales.

Antoine COROLLEUR confirme cela mais il faudra apporter plus de précisions et de justifications lors des délibérations.

Jean-Yves ROZEN analyse qu'une « recommandation » laisse place à une marge d'initiative. Contradiction avec le verbe à l'impératif qui est un ordre.

Pascal KERBOUL dit au contraire que nous avons tout intérêt à entreprendre des actions correctives pour répondre à ces recommandations.

Antoine COROLLEUR, recommandation n°6, la CRC dit qu'il est nécessaire de revoir l'organisation. Le SDEF a déjà renforcé son service administratif et emploie 80 agents à ce jour. Sur cet aspect, il faut également être prudent surtout sur la création de postes dans le contexte actuel où les financements peuvent être fragilisés. Par ailleurs il est souvent reproché par la cour des comptes qu'il y a trop de fonctionnaires. La recommandation sera suivie mais avec une maîtrise de la charge de personnel.

Le rapport d'observations définitives et sa réponse sera rendu public après le Comité. Il sera mis en ligne par la CRC.

Le Comité syndical prend acte du rapport de la CRC

Le 18 novembre 2025
Antoine COROLLEUR,
Président du SDEF



Xavier BOREL
Secrétaire de séance

